

Les élections régionales en Bulgarie en 2007 : quel bilan pour les partis politiques ?

Blagovesta Cholova
ULB, CEVIPOL

I. Introduction

Les élections régionales de 2007 en Bulgarie révèlent quelques tendances générales qui vont marquer la vie politique de ce pays. L'émergence d'un nouvel acteur important : le mouvement Citoyens pour un développement européen de la Bulgarie (GERB) a été confirmé par son très bon score au cours de ces élections. Ce succès est lié à la crise de la quasi-totalité des partis traditionnels qui enregistrent un net recul. Le nombre croissant de candidats et de coalitions indépendantes a aussi représenté une nouvelle tendance pour ce pays. Enfin, les infractions au règlement et les contestations de résultats électoraux qui ont suivi ce vote marquent les failles du processus démocratique.

Afin de pouvoir comprendre ces évolutions, nous devons d'abord examiner le contexte dans lequel elles se déroulent. Voilà pourquoi nous avons choisi de retracer au début de notre étude les moments- clés de la période la plus récente, regroupant les élections présidentielles de 2006 et les élections européennes de 2007. La deuxième partie de notre analyse est consacrée aux résultats des élections régionales de 2007. L'analyse de ce score et le bilan pour les différents partis politiques est développée dans la troisième partie. Enfin, les perspectives à long terme et les conclusions finales referment le cadre de cette étude en mettant l'accent sur les causes et les conséquences des tendances identifiées.

Cet article est basé sur les résultats de quelques études de cas, réalisés dans différentes villes bulgares ainsi que sur les actes de la table ronde sur les élections régionales de 2007 qui a eu lieu à la Nouvelle Université Bulgare en février 2008.

II. Contexte des élections régionales en Bulgarie 2007

Les élections régionales de 2007 se déroulent dans un contexte défavorable aux partis traditionnels qui exige un effort de part des acteurs politiques à rétablir l'équilibre, perdu déjà

au cours des élections précédentes. Les tendances qui ont été identifiées durant les scrutins antérieurs se sont réaffirmées et ont donné lieu à une nouvelle configuration de l'espace politique bulgare. Au bout de deux ans la dynamique électorale a condamné certains acteurs à perdre presque l'entièreté de leur base électorale, tandis que d'autres partis ont émergé et ont affirmé leur présence sur la scène politique. Afin de pouvoir mieux comprendre les enjeux de ces élections, une brève mise en contexte s'avère utile.

a) Les élections législatives de 2005. Lors des élections législatives en 2005, le paysage politique en Bulgarie se montre fragmenté¹. Aucun parti n'arrive à obtenir une majorité suffisante pour former un gouvernement et la plupart des partis constatent des pertes de soutien électoral par rapport aux prévisions des sondages. Le parti socialiste (BSP) se retrouve avec un score en dessous de ses espérances et insuffisant pour former une majorité. Le Mouvement Siméon II (NDSV)² voit son score se réduire à une quatrième de ce qu'il avait obtenu lors des élections précédentes et se voit pénalisé par l'électorat à la fin de son mandat. Le Mouvement de Droits et Libertés (DPS), parti représentant la minorité Turque en Bulgarie, sort à son tour avec un score plutôt favorable, laissant les partis de droite implorer le résultat le plus négatif pour la droite dès le début de la transition démocratique. Un nouveau parti émerge au cours de ces élections et réalise un très bon score- le parti eurosceptique « Ataka », créé à peine quelques mois avant le scrutin, réussit à obtenir 8% et rentre au parlement. Ces élections mettent tous les grands partis dans une situation difficile qui les oblige à négocier une large coalition afin d'obtenir la majorité au Parlement. Après deux mois de négociations, le gouvernement est formé par une coalition de BSP et les deux partis centristes (NDSV, DPS). Les partis traditionnels sortent affaiblis de ces élections, faisant face à une fragmentation de l'espace politique.

b) Les élections présidentielles en 2006. Au cours de ces élections les partis traditionnels cherchent à reconsolider leur électorat et à mesurer les conséquences des législatives un an plus tôt. Le couple présidentiel Purvanov- Marin, soutenu par BSP et DPS vient en tête au premier tour avec pour principal rival les candidats Siderov- Chopov, les candidats du parti eurosceptique « Ataka ». C'est une nouvelle configuration pour la scène politique bulgare qui, pour la première fois après 1989 voit s'opposer deux candidats qui ne sont pas issus des deux

¹ Voir la Commission Centrale Electorale des élections régionales, www.mi2007.org

² Renommé à Mouvement national de stabilité et progrès (NDSV) depuis juin 2007

grands partis de gauche et de droite³. Le deuxième tour est gagné avec une grande majorité par le candidat socialiste Purvanov. La droite traditionnelle constate une fois de plus sa défaite, étant donné que la quasi- totalité des partis de droite ont soutenu le candidat Beronov qui ne réussit pas à dépasser les 9 %. La stabilité de la coalition gouvernementale se voit quelque part mise en épreuve du fait que NDSV n'a pas soutenu le candidat de ses deux partenaires.

c) Les élections européennes en 2007

Les premières élections européennes en Bulgarie se déroulent au printemps de 2007 et marquent les nouvelles tendances sur la scène politique. Un nouveau parti- Citoyens pour un Développement Européen de la Bulgarie (GERB), crée en 2006 autour de l'ex-secrétaire général du Ministère de l'intérieur et maire de Sofia- Boyko Borissov, réussit non seulement à faire son entrée en politique mais obtient un score presque égal à celui de la première force politique- BSP (21, 68% GERB contre 21, 41% BSP). Le grand taux d'abstention (seulement 28, 6% des électeurs se sont rendus aux urnes) a favorisé le score du DPS qui compte sur son électorat stable et qui reçoit 20, 26%, un score presque égal à celui des deux vainqueurs. Ces élections confirment la défaite et la faiblesse des partis de la droite traditionnelle⁴ et confirment la position d' « Ataka » qui reçoit 14, 20% et devient quatrième force nationale après BSP, GERB et DPS. Cette nouvelle configuration sera mise en épreuve la même année par les élections régionales que nous allons analyser dans cette étude. Etant donné l'instabilité de l'espace politique bulgare, ces élections régionales deviennent très significatives quant aux tendances générales et au succès des nouveaux partis.

d) L'enjeu des fonds régionaux. La deuxième raison qui fait la particularité de ces élections régionales est la nouvelle réforme administrative au niveau local et destinée à mettre en œuvre le nouveau système européen⁵. Les fonds, octroyés aux régions par la Commission Européenne augmentent les ressources des autorités locales et la réforme administrative leur permet une plus grande autonomie de gestion. Les fonds régionaux deviennent donc un véritable enjeu et pour la première fois mobilisent les acteurs locaux à prendre l'initiative et échapper à la tutelle traditionnelle des grands partis nationaux. De l'autre côté, les grands partis veulent à la fois affirmer leur position au niveau local et garder leur influence sur les décisions régionales et

³ Todorov, A ., « Prezidentskite izbori v Bulgaria 2006 » (Les élections présidentielles en Bulgarie 2006), *Politicheski izsledvaniq*, v. 1, 2007, p. 67

⁴ Georgieva, P., « Purvite izbori za evropeiskiq parlament v Bulgaria » (Les premières élections pour le Parlement européen en Bulgarie), *Politicheski izsledvaniq*, v. 2, 2007, p. 78

⁵ Cette réforme fait partie des mesures adoptées pour l'implémentation de l'acquis communautaire, voir commencé en 2003, voir <http://www.eufunds.bg/pages/news.php?page=3> ; voir aussi : Borissova, O., « Public administration reform in Bulgaria », UNTC/UNPAN official document, p. 6-8

surtout sur la redistribution des fonds⁶. Pour les nouveaux partis comme GERB ces élections sont aussi un moyen de gagner du terrain et marquer sa présence au niveau régional. C'est un défi pour tous les acteurs politiques, les nouveaux gagnants comme les anciens perdants, d'agir dans une situation d'autorité locale renforcée et de trouver les moyens de contrôler indirectement les processus au niveau régional par le biais de leurs candidats. Dans ce contexte, l'enjeu des élections régionales s'avère important pour tout le spectre partisan.

III. Les résultats des élections régionales

Les résultats des élections régionales nécessitent une lecture différenciée selon les partis concernés. Afin de pouvoir présenter une image plus détaillée et précise de ce scrutin, nous avons décidé de procéder à une division entre *partis traditionnels* qui regroupe les formations politiques présents sur la scène depuis plusieurs élections et qui ont jusqu'à présent dominé le paysage politique; le groupe des *nouveaux acteurs* représenté par GERB et les *candidats indépendants* qui se sont présentés sans avoir le soutien d'un grand parti au niveau national.

a) *Les partis traditionnels*. Ces élections peuvent être qualifiées comme une perte pour les partis traditionnels de droite qui perdent leurs positions- clés dans une grande partie des centres régionaux. *BSP* est le seul parti qui réussit à garder ses positions et à rester bien ancré au niveau local. Il garde les mairies de Blagoevgrad, Lovetch, Smolian et Choumen et six autres centres régionaux et préserve ses positions au niveau des conseils municipaux. *DPS* reste dominant au sud du pays où se trouve son fief traditionnel et obtient la mairie de Kurdjali. *NDSV*, par contre, constate un net recul de son électorat au niveau local perdant 77 mairies par rapport aux élections précédentes de 2003 qui avait déjà démontré la difficulté de ce parti de gagner du terrain au niveau local (comparé à son score impressionnant aux législatives de 2001). *SDS*, *DSB* et les autres petites formations de droite ainsi que *Novoto vreme* (une fraction de *NDSV* qui a formé un parti indépendant) ont obtenu des résultats très faibles⁷. Même les villes où les candidats étaient appuyés par tous les partis de droite, y compris « *Ataka* », ils ne sont pas parvenus à obtenir une majorité. Une des rares exceptions est la ville de Kyustendil⁸.

b) *L'exploit électoral de GERB*. Comme nous l'avons déjà souligné, ce parti, créé en 2006 autour de Boyko Borissov, a réalisé des scores remarquables au cours des élections européennes en mai 2007. Ce score a été confirmé au cours des élections régionales : le parti gagne la majorité dans plusieurs villes-clés comme Plovdiv (troisième plus grande ville en

⁶ Kostadinov, P., « Bulgaria's new deal », journal *Sofia Echo*, le 2 Novembre 2007

⁷ Commission Centrale Electorale des élections régionales, www.mi2007.org

⁸ *Ibid.*

nombre d'habitants) et Bourgas (deuxième plus grande ville sur la cote). La victoire à Sofia de Boyko Borissov marque la fin de la domination de la droite traditionnelle à la capitale. Mais tandis que la victoire à Sofia était plus prévisible, le grand score dans les autres villes se montre plus surprenant, surtout pour un parti qui ne s'est jamais présenté aux législatives et qui était méconnu du public si ce n'est la popularité de son leader. Le cas est particulier parce que pour la première fois un parti arrive à obtenir de tels résultats au niveau régional sans avoir déjà participé aux élections nationales et sans avoir eu suffisamment de temps pour mettre en place un réseau de centres locaux⁹. Ce phénomène a plusieurs explications parmi lesquelles le grand nombre de candidats indépendants qui ont décidé de rejoindre le parti peu avant les élections. Nous allons développer cette réflexion dans la troisième partie de cette étude.

c) *Les candidats indépendants et les coalitions locales.* La deuxième particularité de ces élections était le grand nombre de candidats indépendants et de coalitions locales qui ont gagné dans plusieurs petites villes et régions. Le manque d'affiliation à un parti politique peut s'expliquer par quelques facteurs importants, parmi lesquels surtout la plus grande autonomie des régions après la réforme administrative qui leur octroie le droit de gérer les fonds européens sans devoir d'abord passer par les autorités nationales¹⁰. Cette hypothèse se confirme par le fait que ce sont les premières élections locales avec une telle proportion de candidats indépendants. Les coalitions locales sont le deuxième phénomène important qui est lié au premier. Des petites formations politiques locales, créées autour d'un candidat, décident de rentrer en coalition avec d'autres groupes de même type afin de pouvoir obtenir une majorité suffisante pour contrôler le conseil régional ou municipal. De nombreuses coalitions de ce type resurgissent au niveau local au cours de ces élections. Ils restent méconnus au niveau national et leur objectif n'est pas de viser une représentation plus large dans le temps mais plutôt de prendre le contrôle sur les structures locales. Ces formations et coalitions ont été appelées les « formations du business », ce qui reflète leur caractère plutôt économique que politique (la plupart de leurs membres sont des hommes d'affaires qui possèdent ou gèrent une partie de l'économie locale en forme de regroupements d'entreprises qui englobent plusieurs secteurs)¹¹. Ce fait reflète encore une fois les fondements de cette stratégie de candidats et

⁹ Kostadinov, P., « The country vote in Bulgaria », journal *Sofia Echo*, le 2 Novembre 2007

¹⁰ Borissova, O. *op.cit.*, p. 12

¹¹ Obretenova, T., Martinov, Kr., "Local elections 2007 – reshuffling of political strata", Radio Nationale Bulgare, interview avec les analystes politiques: Kantcho Stoytchev (Gallup int.), Andrei Raytchev (Gallup int.), Antoni Gulubov (Institut de Sociologie, Académie Bulgare de Sciences), le 29 octobre 2007, www.bnr.bg

coalitions locales, dont le but est essentiellement le contrôle des ressources financiers. Voilà pourquoi ces formations ne se basent pas sur un programme concret et détaillé pour l'avenir de la région mais comptent plutôt sur la logique du vote clientéliste. Nous pouvons parler d'effet d' « adaptation » aux nouvelles règles, imposées par l'Union européenne qui ont octroyé une plus grande autonomie au niveau local.

IV. Tendances principales et bilan des élections

A partir des résultats de ces élections nous pouvons tirer un nombre de conclusions sur la dynamique de l'espace politique et observer quelques tendances importantes. Nous allons examiner ces éléments en essayant de les inscrire dans un cadre analytique plus large et illustrer les causes et les conséquences de ces évolutions.

1. Recul des partis traditionnels

Même si nous pouvons parler de recul concernant essentiellement les partis de droite, les socialistes ont aussi perdu en certaine mesure leur base électorale régionale. Si on compare les résultats électoraux au cours des 3 dernières élections, nous pouvons constater un recul de BSP dans plusieurs centres régionaux : Veliko Tarnovo, Gabrovo, Kyustendil, Pazardjik et Sliven. En ce qui concerne ODS et DSB, après la scission de l'ODS (qui donne naissance au DSB), le parti perd de plus en plus de poids au niveau régional et local, tandis que DSB n'a jamais pu vraiment s'ancrer durablement à ce niveau. Malgré ça, la droite traditionnelle a toujours pu garder son fief à la capitale jusqu'aux élections de 2005 quand Boyko Borissov reprends la place de l'ancien maire Sofianski. De son côté, « Ataka » réussit à obtenir un résultat qui correspond de peu près à son score au niveau national mais qui reste très limité. Le grand perdant de ses élections est NDSV qui perd 80% de son électorat (en comparaison avec les élections précédentes)¹². C'est en grande partie l'électorat même que GERB arrive à récupérer en réalisant son score remarquable. Quand au DPS, il réalise un très bon score mais reste quand même limité dans ces fiefs au sud (région de Kurdjali) et en partie au nord du pays (région de Dobroudja).

Nous pouvons constater que la plupart des partis traditionnels sont en net recul au niveau régional. Les votes qu'ils ont perdus ont été distribués entre GERB et les candidats et coalitions indépendantes¹³. Il y a deux raisons principales qui expliquent ce recul : (1) la réforme administrative a changé les rapports entre les acteurs locaux et le pouvoir au niveau

¹² Voir « Elections municipales en Bulgarie, 2007 », Centre de données socio-politiques, CDSP, cdsp.sciences-po.fr

¹³ www.mi2007.org

national (voir infra) et (2) le vacuum politique et la crise des partis traditionnels après l'adhésion à l'UE en 2007. Nous avons déjà évoqué la première plus haut ; quand à la deuxième- le vacuum politique, il nous semble utile de donner quelques précisions.

Les élections législatives de 2001 basculent l'équilibre de l'alternance gauche- droite qui a dominé la scène politique bulgare tout au long des années 90. L'émergence de l'NDSV comme première force au niveau national a marqué, selon certains, la fin de la transition et selon d'autres, la montée du populisme. Ce qui est certain, c'est qu'à partir de ce moment, la droite va se trouver dans une position de moins en moins favorable, morcelée et affaiblie par plusieurs scissions, sans pouvoir se réunir autour d'un projet ou un leader. La gauche, de son côté, perd de plus en plus le noyau de son électorat – surtout dans les provinces. NDSV, malgré son entrée impressionnante sur la scène politique (près de 42 % des voix) se trouve affaibli au bout de cinq ans au pouvoir, morcelé à son tour par plusieurs fractions à l'intérieur et devant un avenir politique incertain. La hausse de la volatilité électorale reflète la même crise au sein des partis traditionnels. Dans plusieurs pays en Europe centrale et orientale nous pouvons constater le même phénomène qui survient plus ou moins au même moment : un peu avant et après l'adhésion à l' UE. Certains parlent de « *post-accession crisis* »¹⁴ qui s'exprime au niveau des partis traditionnels par un manque de projet pour l'avenir, un certain « vide » politique après une période de forte conditionnalité de la politique interne par le processus d'adhésion. Ce qui est certain c'est que les partis traditionnels se montrent incapables d'empêcher la vague populiste, souvent représentée par des nouveaux partis « protestataires » et ils perdent graduellement leur influence sur l'électorat.

2. GERB obtient les grandes villes

En premier abord, les résultats de GERB sont exceptionnels pour un parti qui ne s'est jamais présenté aux élections nationales. Si on analyse les candidats de ce parti, on s'aperçoit que la plupart ont déjà eu un parcours politique et qu'ils étaient liés à un des partis traditionnels¹⁵. Ce sont des hommes politiques connus dans leur région, déçus de leurs partis, qui se voient offrir la possibilité d'adhérer à une nouvelle formation et donc d'avoir plus de chance de rester actifs au niveau national. Cette stratégie s'avère bénéfique pour les deux cotés : d'un côté, le candidat profite de son adhésion au parti parce qu'elle lui garantit plus de sécurité (en cas de baisse de sa popularité) et plus de perspectives pour sa carrière politique.

¹⁴

¹⁵ Antoni Gulubov in Obretenova, T., Martinov, Kr., *op. cit.*

D'autre coté, le parti a besoin de gagner du terrain au niveau local et essaye d'attirer les candidats indépendants les plus populaires dans ses rangs. Grâce à cette tactique « donnant-donnant », GERB réussit à réaliser un très bon score sans avoir été connu au niveau régional.

La question de savoir si le parti attire plutôt des candidats de gauche ou de droite nous révèle la base de cette stratégie électorale. En regardant les listes, nous pouvons nous apercevoir qu'il s'agit autant de personnes appartenant dans le passé au BSP que de ex-membres de ODS et NDSV¹⁶. Ce fait montre qu'il s'agit bien d'une stratégie attrape-tout et que le choix (autant celui des candidats que celui de GERB qui les sélectionne) ne se fait pas à la base d'une orientation idéologique mais plutôt à la base du taux de popularité (du parti et du candidat). Cette constatation peut nous amener à la conclusion que les liens entre le candidat et le parti ne sont pas très stables et que le parti risque à perdre son échelon local en cas de baisse de sa popularité. Nous pouvons aussi tirer une autre conclusion sur la nature du vote en soi. Le fait que de nombreux électeurs ont choisi leurs candidats non par rapport à leur appartenance politique mais plutôt pour leur profil personnel¹⁷, nous montre que 1) le vote est plutôt personnalisé et se base sûrement sur une logique clientéliste et 2) l'électorat régional devient de plus en plus a-politisé. Ce sont deux aspects de la tendance qui mène au vote populiste. Le vote personnalisé se confirme par de nombreux candidats indépendants, élus sans appartenir à un grand parti. Il repose donc plutôt sur des liens informels entre le candidat et ses électeurs. Ces liens encore sont plus présents dans les petites villes et villages que dans les grandes villes et centres régionaux. Le fait que de nombreux candidats soient liés, ou fassent partie des « cercles » financiers qui dominent la région et contrôlent une grande partie de son économie, incite le vote clientéliste. Dans ce contexte, vu que l'état ne contrôle plus la distribution des ressources au niveau local, les enjeux deviennent plutôt économiques que politiques et plutôt régionales que nationales. Cette nouvelle logique renforce la tendance de désintérêt politique de l'électorat.

3. De nombreux candidats et coalitions indépendantes

Comme nous l'avons déjà souligné, la proportion de candidats et de coalitions indépendantes a doublé au cours de ces élections¹⁸. Des candidats indépendants ont remporté la victoire à Nesebar, Razgrad, Silistra, Pazardjik, Petritch, Gurmen et Montana.. Nous avons aussi évoqué ce qui nous semble être la raison principale de ce changement de stratégie

¹⁶ Ibid.

¹⁷ Kantcho Stoytchev in Obretenova, T., Martinov, Kr., *op. cit.*

¹⁸ site officiel de la Commission électorale www.mi2007.org

politique au niveau local : la réforme administrative, exigée de l'UE qui a offert aux régions une plus grande autonomie au niveau de la gestion des ressources et surtout les fonds structurels européens. Cette réforme, comme nous l'avons constaté, a incité des changements dans la sélection des candidats (les « indépendants » sont en grande partie des anciens membres d'un des partis traditionnels, voir supra) et aussi dans les préférences des électeurs. Il nous semble important de souligner non seulement la rapidité de l'adaptation des élites locaux au nouvel système mais aussi la facilité du « détachement » des électeurs de toute couleur politique¹⁹. Ce fait ne doit pas nous sembler étonnant vu que les partis traditionnels se retrouvent affaiblis non seulement par leur propre impuissance de consolider leur base mais aussi par le manque croissant de légitimité. Les statistiques montrent une méfiance de plus en plus grande de la part des électeurs et un scepticisme non seulement par rapport aux partis et autres institutions politiques aussi concernant le fonctionnement même de la démocratie. Cette déception, traduite dans l'abandon du soutien des partis traditionnels est un des facteurs qui aggravent la crise des partis traditionnels et qui expliquent la montée du populisme au cours des dernières années.

Une autre question est de savoir quel sera l'impact sur l'économie et la gestion du nouveau pouvoir local. Sans dépendre de l'état pour obtenir des ressources, les autorités se trouvent dans une position plus autonome au niveau du contrôle de la bonne gestion et la légalité de leurs actes des autorités sur place. Ceci crée un danger potentiel quant à la corruption et au détournement de fonds, d'autant plus que, comme nous l'avons souligné, les candidats indépendants appartiennent souvent à un réseau d'hommes d'affaires avec de forts intérêts dans la région respective²⁰. C'est un danger qui touche non seulement la mauvaise gestion et l'*accountability* des autorités locales mais qui renforce aussi la logique clientéliste et réduit la marge de manœuvre pour l'entreprise locale. Plus loin dans la logique de cette hypothèse, le faible contrôle de l'administration locale peut mener aux procédures non- démocratiques, ce que nous avons pu constater aussi au cours de ces élections²¹. Ceci représente un des effets pervers de l'autonomie locale prônée par l'UE dans des pays comme la Bulgarie.

¹⁹ Andrei Raytchev in Obretenova, T., Martinov, Kr., *op. cit.*

²⁰ Antoni Gulubov in Obretenova, T., Martinov, Kr., *op. cit.*

²¹ Savova, E. "Over 400 Trials of Municipal Elections Appeals Launched in Bulgaria", *SofiaEcho*, le 12 Novembre 2007

Un deuxième point qui suscite réflexion est le manque de projet qui englobera les politiques locales dans un cadre national plus large. Jusqu'à présent ce sont les partis qui ont assuré la cohérence et la continuité des politiques locales et régionales par rapport aux objectifs bien précis. Avec de nombreux candidats indépendants en tête et une autonomie régionale accrue, l'état ne pourra plus assurer cette cohérence et « protéger » les régions d'une mauvaise gestion ou du déficit économique. La responsabilité des autorités locales se trouve donc renforcée mais sans garanties ni moyens de contrôle effectifs des défaillances éventuelles par l'état.

4. Les violations du règlement électoral

Les élections régionales de 2007 montrent une autre particularité : un nombre croissant de violations de règlement et de vices de procédure ; 2/3 des résultats électoraux ont fait objet d'un recours en justice²². Dans plusieurs villes des scandales de « marché » de voix ont donné lieu à de nombreuses contestations de la part des candidats et les partis vaincus²³. L'interdiction des enquêtes à la sortie des urnes « exit poll » pour la première fois montre la différence de la situation actuelle et le changement dans les manières de procéder. Le « tourisme » électoral a encore une fois attiré l'attention et les critiques des médias et d'une partie des acteurs politiques et sociaux. Cette image montre le danger du non-respect des procédures démocratiques et légales qui renforce le sentiment d'impunité et de déception chez les électeurs²⁴. Même si ce genre de pratiques existait tout au long de la période transitoire, leur intensité a fortement augmenté ces dernières années.

Un contrôle strict des listes électorales a été effectué avant les élections afin de retirer tous les « électeurs inexistantes » - les immigrés, les décédés, ceux qui ont changé leur adresse etc. Malgré les vérifications plusieurs erreurs ont été constaté ce qui a donné lieu à des contestations : des votes non- valables, des enveloppes vides, des listes inexactes²⁵. La police n'avait pas réagi pour rétablir l'ordre et assurer le bon déroulement du vote²⁶. Ce constat confirme en partie notre réflexion sur les effets pervers de la réforme administrative qui a octroyé plus d'autonomie au niveau local et qui a permis aux « business élites » locaux de

²² *Ibid.*

²³ Martinov, Kr., "Local elections: political processes and public attitudes", interview avec M. Mirtchev et K. Stoytchev, Radio Nationale, le 6 novembre 2007, www.bnr.bg

²⁴ *Ibid.*

²⁵ Savova, E., *op.cit.*

²⁶ *Ibid.*

s'accaparer du pouvoir pour assurer leur profit. L'attitude de la police locale démontre en partie cette faiblesse.

Une autre question, adressée à plusieurs reprises au cours des élections régionales et locaux est celle du « tourisme électoral ». Une partie de la population d'origine turque, ayant une double nationalité turque et bulgare vit actuellement en Turquie depuis plusieurs années et revient juste pendant les élections pour voter en Bulgarie. Evidemment, il s'agit d'une partie de l'électorat du DPS. Le parti a organisé même le transport de ces électeurs en mettant à leur disposition des autobus gratuits durant la période du vote. Afin d'empêcher ce « tourisme électoral », le parlement avait passé une loi interdisant à tout ressortissant, qui n'a pas été en Bulgarie durant les 8 derniers mois de se présenter aux élections. Cette loi n'a tout de même pas pu arrêter cette pratique et les élections régionales de 2007 le démontrent clairement²⁷. Ceci n'a pas empêché le DPS d'élargir son électorat au cours de ces élections en attirant des voix en dehors de la minorité ethnique, ce qui lui a permis d'obtenir un très bon score²⁸.

Une troisième tendance a marqué ce vote : « le marchandage » entre les partis et les accords pour le soutien d'un ou autre candidat. A Pernik, par exemple, GERB n'a présenté aucun candidat tandis que BSP a soutenu deux pour un même poste. A Blagoevgrad, BSP et GERB soutiennent le même candidat au début, ensuite BSP se retire et présente un autre candidat. Ailleurs GERB a fait des coalitions avec BSP ou avec « Ataka » et d'autres formations de droite pour soutenir un même candidat. La sélection des candidatures s'est donc basée plutôt sur une répartition négociée entre les différents partis et non pas sur une compétition réelle entre les candidats favoris. Cette logique de « marchandage » renforce l'image négative des partis aux yeux de la population et décrédibilise le principe démocratique électoral. Nous ne pouvons pas parler d'une nouvelle tendance, car ce constat a été déjà fait au cours de élections précédentes mais la nouveauté est dans les proportions qu'elle prend et sa visibilité.

Un autre élément qui confirme cette tendance est la décision d'interdire les enquêtes à la sortie des urnes (exit poll), ce qui constitue un précédent dans la tradition électorale après la chute du communisme. De nombreux critiques ont été faites à ce propos, dénonçant cette décision comme atteinte au droit d'information²⁹. Nous ne pouvons pas mesurer avec certitude les effets de cette décision sur le choix des électeurs. Le manque d'informations plus précises a

²⁷ K. Stoytchev in Martinov, Kr., *op.cit.*

²⁸ site officiel de la Commission électorale www.mi2007.org

²⁹ ???, Institut National de Statistique, intervention à la table ronde « Elections régionales 2007 » à la Nouvelle Université Bulgare, février 2007

néanmoins facilité les spéculations autour de l' « achat » et le marchandage de votes en dernière minute. Ceci s'ajoute à de nombreux scandales de vice de procédure au cours des élections et suscite la méfiance parmi les électeurs.

Le bilan de cette élection au niveau de respect des principes démocratiques est donc assez négatif : les violations de règlement, l'achat de votes, le « tourisme » électoral ainsi que le marchandage entre les partis ont démontré le déclin de la culture démocratique et l'émergence de fortes tendances non- démocratiques qui constituent un véritable risque pour la stabilité du système partisan. Plusieurs analystes ont constaté le besoin urgent d'une réforme électorale visant à établir des règles et des procédures plus strictes, aptes à garantir le déroulement démocratique des élections. La réforme administrative, octroyant une plus grande autonomie aux régions a permis aux élites locaux d'échapper au contrôle étatique et de contourner les procédures en leur faveur.

V. Perspectives

Les élections régionales de 2007 démontrent quelques tendances principales dans la vie politique bulgare : la crise des partis traditionnels ; l'émergence de GERB en tant que principale force politique ; le nombre croissant de candidats et de coalitions indépendantes et les nombreuses infractions au cours du vote qui mettent en cause son déroulement démocratique. Nous allons examiner plus en détail chacune de ces quatre tendances.

La crise des partis traditionnels est le premier élément qui caractérise ces élections régionales. Le net recul de tous les partis de droite et en particulier de l'NDSV témoigne d'un retrait de leur électorat en faveur de la nouvelle formation GERB (dans les grandes et moyennes villes surtout). Ce constat s'inscrit dans le cadre d'un déclin graduel de la droite depuis les élections de 2001 quand l'NDSV, nouveau venu sur la scène politique, a pu attirer la majorité de l'électorat de l'ancien ODS (qui dominait l'espace politique de droite avant la scission et la création de DSB et Union des Démocrates Libres (OSD))³⁰. Ce déclin s'explique à la fois avec les querelles internes qui ont mené à la scission et la création de deux nouveaux partis et l'apparition de l'NDSV à la scène politique Bulgare. Quant au Mouvement Siméon II, nous pouvons constater que le parti n' a pas pu consolider son électorat des grandes villes et qu'il a subi aussi les effets négatifs du vote « sanction » qui touche tous les partis sortant du pouvoir. Quant au niveau des petites villes et les campagnes, NDSV n'a jamais eu de soutien

³⁰ Andrei Raytchev in Obretenova, T., Martinov, Kr., *op. cit.*

important de cet électorat (aux élections de 2003 le parti obtient 11% des voix). Les deux partis traditionnels qui réussissent à garder leurs positions au niveau local sont le BSP et le DPS. Le parti socialiste a toujours bénéficié d'un soutien important au niveau local basé sur le réseau que le parti a gardé après la chute du communisme et en grande partie grâce au déséquilibre démographique. Durant la transition on insiste au vieillissement graduel de la population habitant à la campagne, ce qui fait qu'une grande partie de l'électorat de BSP, composé des personnes âgées de plus de 60 ans, constitue plus de 70% de la population dans les petites villes et les villages. Ceci explique le succès des socialistes dans ces régions. D'autre part, nous devons souligner que le BSP a enregistré un recul dans les grandes villes, souvent au profit de GERB. Ceci s'explique non seulement avec le vote « sanction » pour un parti au pouvoir, mais aussi avec le mécontentement général parmi la population la plus défavorisée qui constitue une grande partie de l'électorat du BSP. A son tour, DPS réalise un très bon score et non seulement garde son fief dans le sud et le nord-est du pays mais aussi élargit son électorat en dehors de la minorité turque. C'est le seul parti traditionnel qui n'est pas touché par la crise que traversent les autres acteurs politiques et qui mène à l'émergence de GERB comme parti alternatif. Cette crise des partis traditionnels est liée autant à l'instabilité et le manque de confiance de la part des électeurs qu'au manque de projet politique et le vacuum politique créé après l'adhésion à l'UE, perçue comme « ultime objectif » pendant toute la période transitoire.

L'émergence de GERB en tant que première force au niveau national est liée au même processus. Son message simple, sa stratégie populiste et surtout son leader qui représente « le citoyen ordinaire » ont attiré un électorat hétérogène, tant de gauche que de droite. Ce n'est pas un nouveau phénomène vu que la vague populiste a traversé d'autres pays ex-communistes plus ou moins au même moment et que l'NDSV avait déjà profité de la crise des partis traditionnels cinq ans auparavant. La nouveauté provient du fait que pour la première fois, un parti populiste réussit à obtenir la majorité (et quasi-majorité) aux élections régionales (et européennes) sans avoir participé aux élections législatives. Comme nous l'avons déjà souligné plus haut, la raison se trouve en grande partie dans les négociations que le parti a mené pour attirer dans ses rangs des candidats indépendants, populaires au niveau local mais inconnus au niveau national. Ceci a permis au GERB de réunir plusieurs acteurs venant de différents partis sous son drapeau et de parvenir à s'ancrer au niveau local. La question de savoir si ces candidats vont assurer une base stable pour le parti pose le problème de la cohérence interne de

GERB qui manque de stratégie générale et de projet concret pour l'avenir du pays³¹. Ce « vide » programmatique à la fois garantit plus d'autonomie aux représentants locaux et à la fois affaiblit l'emprise du parti qui risque de perdre ses cadres en cas de perte de popularité. Cette tendance renforce aussi la logique de relations clientélistes entre les élites locaux et le parti et entre les élites et les électeurs.

Le grand nombre de candidats et coalitions indépendantes constitue aussi une nouvelle tendance sur la scène politique bulgare. Nous avons déjà souligné les raisons qui nous semblent déterminantes pour ce phénomène. En premier lieu, c'est le cadre de la réforme administrative qui a octroyé plus d'autonomie aux régions au niveau des ressources et de la gestion de projets. Les fonds structurels européens pour le développement régional vont dorénavant être gérés presque entièrement par les autorités régionales. Le rôle de l'état et des partis nationaux est dès lors limité et les élites locales n'ont plus besoin d'avoir leur appui pour s'assurer l'accès aux ressources disponibles. Cette nouvelle logique a entraîné un changement dans leur stratégie électorale et a permis aux candidats et coalitions indépendantes de opter pour reprendre le pouvoir. Ce phénomène confirme la capacité d'adaptation rapide des acteurs locaux mais aussi affaiblit les partis nationaux et le contrôle étatique au niveau régional. Ceci mène à la transformation d'une élite économique locale en élite politique et lui permet ainsi d'obtenir un pouvoir presque illimité. Ceci porte le risque de nuire au processus démocratique faute de contrôle effectif.

Les nombreuses violations des règles électorales illustrées par le fait que 2/ 3 des résultats ont été contestés au tribunal représente un signe inquiétant de tendances non- démocratiques en Bulgarie. Ce phénomène peut s'expliquer aussi par le manque de contrôle effectif au niveau régional et le manque de loyauté partisane parmi les cadres qui sont prêts à changer de camp en fonction de leur intérêt personnel. Les marchandages entre partis au niveau des candidatures et les votes « achetés » démontrent la même tendance. Des dysfonctionnements importants ont été enregistrés quant à la procédure du vote et la police n'a pas réagi pour garantir le bon déroulement des élections. Tout ceci indique le danger de dépasser les limites du processus démocratique et de basculer dans une oligarchie régionale, basée sur le clientélisme et les intérêts économiques. Cette tendance pourra renforcer la méfiance des électeurs au niveau régional et la logique clientéliste du vote ainsi que l'abstention. Elle pourra mener à la croissance de la corruption et du népotisme au niveau de l'administration et mettre les

³¹ Antoni Gulubov in Obretenova, T., Martinov, Kr., *op. cit.*

institutions au service des cercles d'hommes d'affaires puissants. Ceci constituera l'effet pervers de l'autonomie régionale, prônée par l'Union européenne.

En conclusion, nous pouvons constater que ces élections ont relevé de nouvelles tendances dans l'espace politique bulgare et ont démontré à la fois les effets d'une autonomie locale accrue et l'impuissance des acteurs politiques traditionnels de faire face à la crise au niveau partisan. Cette crise renforce la stratégie populiste des nouveaux-venus qui se montre efficace dans les circonstances présentes. La question de savoir si ce sont des tendances durables ou temporaires reste ouverte.

Bibliographie :

Articles :

Todorov, A., « Prezidentskite izbori v Bulgaria 2006 » (Les élections présidentielles en Bulgarie 2006), *Politicheski izsledvaniq*, v. 1, 2007

Georgieva, P., « Purvite izbori za evropeiskiq parlament v Bulgaria » (Les premières élections pour le Parlement européen en Bulgarie), *Politicheski izsledvaniq*, v. 2, 2007

Borissova, O., « Public administration reform in Bulgaria », UNTC/UNPAN official document

Articles de presse :

Kostadinov, P., « Bulgaria's new deal », journal *Sofia Echo*, le 2 Novembre 2007

Savova, E. «Over 400 Trials of Municipal Elections Appeals Launched in Bulgaria», *SofiaEcho*, le 12 Novembre 2007

Interviews :

Obretenova, T., Martinov, Kr., «Local elections 2007 – reshuffling of political strata», *Radio Nationale Bulgare*, interview avec les analystes politiques: Kantcho Stoytchev (Gallup int.), Andrei Raytchev (Gallup int.), Antoni Gulubov (Institut de Sociologie, Académie Bulgare de Sciences), le 29 octobre 2007

Martinov, Kr., «Local elections: political processes and public attitudes», interview avec M. Mirtchev et K. Stoytchev, *Radio Nationale*, le 6 novembre 2007

???, Institut National de Statistique, intervention à la table ronde « Elections régionales 2007 » à la Nouvelle Université Bulgare, février 2007

Sources :

Commission Centrale Electorale des élections régionales, www.mi2007.org

« Elections municipales en Bulgarie, 2007 », Centre de données socio-politiques, CDSP, cdsp.sciences-po.fr